Günther Petry annonce sa retraite de Kehl p. 5

Viva Cité

LE JOURNAL DES QUARTIERS DE STRASBOURG

Du 8 avril au 30 avril 2013 > n° 3 • 1,50 €

Téléchargement en cours...

Très haut débit, applications, retombées économiques, l'agglomération prend doucement le virage du numérique.

Vivacité N° 03 | du 8 au 30 avril 2013

Veuillez patienter : votre v

Un an après l'adoption du schéma régional d'aménagement territorial numérique, la CUS a enclenché son tournant numérique. Mais le déploiement de la fibre optique peine à se concrétiser.

Où se trouve la salle de spectacle la plus proche ? Mon bus aura-t-il du retard ? Combien de places reste-t-il dans ce parking ? Autant de questions à laquelle l'application Strasmap, lancée il y a un an par la ville, permet de répondre. Désormais 1400 bornes reconnaissables à des trèfles et équipées de QR code ou de la technologie sans contact sont déployées dans la capitale alsacienne. Strasmap illustre le virage numérique que Strasbourg tente de prendre depuis plusieurs années.

Encouragée par *« la feuille de route pour le numérique»* lancée par le gouvernement en mars, la municipalité fait le pari de développer une économie numérique et de fonder une ville *« plus intelligente »*.

Cependant, malgré cette volonté, les projets innovants restent pour la plupart portés par des particuliers. Qu'ils soient geeks ou simplement passionnés par le numérique, c'est grâce à eux qu'ont émergé les nouveaux services offerts aux citoyens. Applications collaboratives recensant les bâtiments de Strasbourg, fournisseur d'accès internet associatif ou cercles de réflexions sur le numérique sont autant d'initiatives développées par ce réseau d'engagés.

Strasbourg est également à la traîne en matière de couverture technologique du territoire, condition pourtant nécessaire pour la rendre « *numériquement* » dynamique. Une couverture de la ville de Strasbourg en réseau très haut débit, avec la fibre optique, permettrait de développer les nouveaux usages pour les particuliers : téléchargements cinq fois plus rapides qu'avec l'ADSL, télévision en HD et en 3D. Mais aussi pour les entreprises, avec une gestion à distance de la comptabilité, l'interconnexion de sites distants ou encore une plus grande fiabilité des communications.

Tributaire des opérateurs privés

Mais le déploiement de la fibre reste tributaire des opérateurs privés, seuls maîtres du calendrier. Une convention a été signée le 23 octobre dernier entre la CUS et Orange-France Telecom, prévoyant une mise en place progressive de la fibre optique au sein de l'agglomération.

Depuis 2012, les communes de Lingolsheim, Bischheim et Schiltigheim sont couvertes, tandis que *« les travaux ont été lancés en janvier pour la ville d'Illkirch-Graffenstaden »*, précise Didier Liret, directeur des relations avec les collectivités locales en Alsace chez Orange.

Une méthode qui ne satisfait pas toujours les communes qui se retrouvent tributaires du bon vouloir des opérateurs. *« Orange ne donne que les dates de début des travaux. Quand on dit aux gens que la fibre optique arrivera sous cinq ans sans plus de précisions, c'est sûr il y a une incompréhension »*, explique Thierry Willm, chef du service énergie réseaux et prospectives à la direction de l'environnement et des services publics urbains de la CUS. Une nouvelle convention est d'ailleurs en cours de négociation entre les deux partenaires *« pour que le calendrier de déploiement sur chaque commune soit établi de manière plus précise dans le temps et par quartier »*, poursuit-il.

Les nouvelles applications numériques facilitent la vie des habitants de la CUS.

Des quartiers à la traîne

Raccorder un quartier n'est cependant qu'une première étape. La deuxième consiste à brancher logements et immeubles. Dans les deux cas, l'opérateur est le seul à en supporter les coûts. Si les prix des abonnements restent attractifs, de 25 à 35 euros par mois selon les opérateurs, le raccordement de la rue au palier reste l'élément le plus onéreux. Le coût de ce raccordement pousse ainsi les opérateurs à privilégier les

ville se met à jour

©Patxi Berhouet/Cuej

zones rentables, soit les habitats collectifs, aux zones pavillonnaires. Didier Liret dément cette logique financière : *« Le programme de déploiement se fait indépendamment de la rentabilité, car on est dans une logique d'appropriation des usages. »* Pourtant à Bischheim, les travaux ont d'abord commencé dans les immeubles. Dans les zones pavillonnaires, ils ne débuteront pas avant 2014.

Le risque encouru est donc de voir des quartiers à la traîne car peu rentables. Pour Marie-Dominique Bernon, directrice-adjointe à la direction de l'environnement et de l'aménagement des territoires au conseil général, *« ce sont les opérateurs qui choisissent les secteurs sur lesquels ils vont déployer la fibre optique. Sur les zones qui ne sont pas classées denses, c'est aux collectivités d'assurer le déploiement. Cela évite tout risque de fracture numérique »*, explique-t-elle.

90%
des entreprises du secteur des TIC sont des TPE.

73%
de ces TPE ne comptent aucun salarié.

La 4G peine à arriver

Autre réseau haut débit nécessaire au développement de nouveaux usages, la 4G. Très haut débit pour téléphones mobiles, le nouveau réseau va notamment permettre une navigation sur Internet plus rapide, la possibilité de télécharger des vidéos en haute définition, ou encore d'avoir une discussion en visiophonie avec la qualité d'un ordinateur.

Là aussi, Strasbourg peine à déployer son réseau. Exigeant moins de travaux que la fibre optique, la 4G ne nécessite qu'une modification des antennes déjà existantes. Pour Orange, aucun plan de déploiement n'est à l'ordre du jour, l'opérateur couvrant déjà la ville en 3G+. SFR a été le premier opérateur à investir dans cette technologie dans la capitale alsacienne. Il possède déjà cinquante antennes dans la ville qui nécessiteront une modification pour passer en 4G. Elles ne devraient cependant pas entrer en service avant l'automne 2013, les ajustements ayant débuté en mars. *« Quant à Bouygues, il vient de recevoir l'autorisation d'émettre sur une bande passante déjà existante, mais aucune date n'est encore arrêtée concernant l'effectivité du réseau 4G. Free, de son côté, a plus pour projet de rester sur du low cost »*, explique Thierry Willm. Des informations difficiles à confirmer auprès des opérateurs, qui n'ont pas toujours souhaité répondre à nos questions.

Si Strasbourg tente de prendre le tournant du numérique, c'est qu'elle en espère des retombées économiques. La filière numérique représente 4% de l'ensemble du tissu économique strasbourgeois, contre 3% pour la moyenne nationale. Le secteur

Une plage pour faire son réseau

Ambiance studieuse dans les 470m² de bureaux de la Plage digitale. Cet espace de co-working a ouvert il y a un an dans le centre commercial Rivetoile à Strasbourg. Née d'un partenariat entre l'association Alsace digitale et la CUS, la Plage est le premier site dédié au travail collaboratif en Alsace.

Etienne Gurrera est le gardien des lieux. Il accueille les free-lance, auto-entrepreneurs et très petites entreprises qui désirent travailler hors de chez eux. Ici, 20 bureaux sont loués au mois pour 210 euros, connexion internet et mobilier compris. Une quinzaine d'autres places sont disponibles pour 10 euros par jour.

Les bureaux loués au mois sont quasiment tous occupés. Isabelle Mota, presque trentenaire et créatrice d'une agence de communication, est arrivée à Strasbourg l'an dernier. Elle s'est installée à la Plage en février. *« Ici, on n'est plus seul. On se crée rapidement un réseau et on est vraiment sur un mode collaboratif, c'est stimulant »*, s'enthousiasme-t-elle. Jérémy Kieger, co-gérant de la société Good Morning Major, spécialisée en création et stratégie digitale, y voit un moyen de se développer plus facilement. *« Je sais que je peux tenir des appels d'offres parce qu'il y a des personnes au sein de la Plage vers qui je peux me tourner »*.

Financée à hauteur de 80 000 euros par an par la CUS, la Plage digitale peut continuer à tenir son rôle de générateur d'initiatives numériques sans se soucier de rentabilité. Celle-ci ne peut être atteinte qu'à condition que l'ensemble des bureaux soit occupé chaque jour du mois, ce qui n'est pas encore le cas.

A l'automne 2014 l'espace de co-working devrait déménager dans l'entrepôt Seegmuller et pourra accueillir davantage d'entreprises.

regroupe 834 entreprises, dont une très grande majorité de TPE (très petites entreprises) et emploie 7725 salariés.

Le développement par la municipalité du label Tango et Scan est issu de cette volonté. Celui-ci a pour but de faire coopérer des entreprises traditionnelles avec le secteur des industries créatives et de diffuser le numérique dans le milieu culturel. En 2012, douze porteurs de projets se sont vus allouer une subvention de 5000 euros.

La collaboration d'une entreprise de communication cross média, Gaia Factory, avec une association spécialisée en œnologie a permis, par exemple, la création d'une communauté virtuelle dédiée au vin et à l'œnologie, la République du Weinland. « *Ce qui m'intéressait dans cet appel à projet, c'était la combinaison d'idées innovantes avec des gens qui ont les compétences pour les mettre en place. Ça m'a aussi permis d'acquérir des compétences, comme pour le site web* », témoigne Frank Mairine, fondateur du concept de la République du Weinland.

Une dynamique semble lancée

Des initiatives de ce type permettent au TPE du secteur des technologies de l'information et des communications (TIC) de se développer. « *Notre entreprise venait de démarrer. Gagner le prix Tango nous a aidé à nous développer, à fidéliser nos clients* », commente Mathieu Diebold, créateur de la société Gaia Factory.

Le pôle de compétences TIC en Alsace, Rhénatic, qui compte une centaine de membres dont la grande majorité sont des TPE, essaye également de favoriser le développement de ce secteur. « *Nous organisons des conférences à destination des professionnels, nous travaillons aussi avec la CUS pour la mise en place des rendez-vous du numérique* », explique Diane Geng, animatrice du réseau Rhénatic.

Signe d'une dynamique positive, le salon des Nouvelles technologies & entrepreneurs, qui se tenait jusque-là à Colmar, s'installe cette année à Strasbourg, les 9 et 10 octobre prochains.

Toujours dans l'idée d'attirer de nouvelles entreprises, la CUS possède six zones labellisées très haut débit, les seules d'Alsace (à Entzheim, Geispolsheim, Illkirch-Graffenstaden, Lingolsheim, Schiltigheim et Strasbourg). Ces zones ont pour but d'accueillir les entreprises issues des TIC, mais aussi de faire profiter des sociétés plus classiques des avantages du haut débit. Regroupant 853 entreprises, ces zones leur permettent de se raccorder à la fibre optique dans la zone d'activité. A elles de demander leur raccordement à l'opérateur de leur choix. L'obstacle majeur réside dans le coût élevé (voir ci-contre).

Adopté en mars 2012, le Schéma directeur territorial d'aménagement numérique (SDTAN) avait déjà pointé le manque de concurrence au sein du secteur de la fibre optique, détenu en grande partie par Orange-France Telecom, ce qui conduisait à rendre l'accès à la fibre très difficile pour les TPE et les PME. Une situation d'autant plus difficile que les TPE représentent, en mars 2013, 90% des entreprises du secteur des TIC.

Dossier réalisé par :
Julia Ganansia
Camille Guttin
Martin Roux
Margaux Velikonia

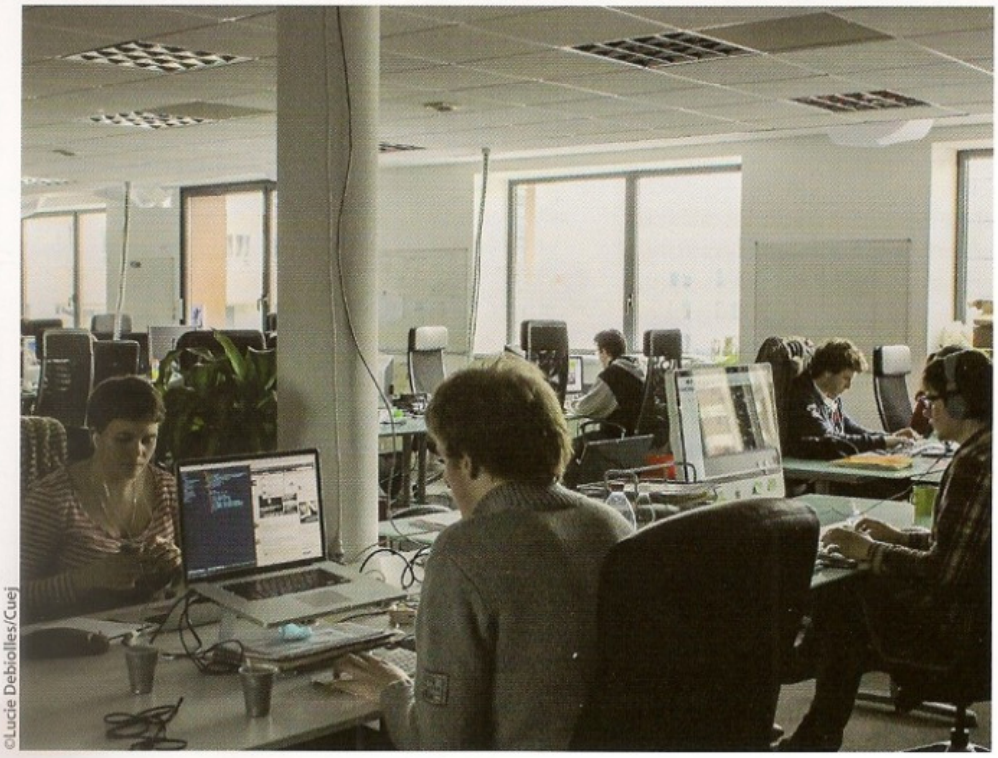
Boites sans fibre

Situé entre Strasbourg et Lingolsheim, le parc d'affaires des Tanneries est une zone d'activité labellisée « très haut débit » (ZA THD). Alloué pour une durée de trois ans par la société Setics, ce label certifie la présence de la fibre optique et permet d'augmenter l'attractivité de la zone. Un passage sous terre doit exister pour accueillir la fibre optique. Celui-ci ne doit pas se trouver à plus de 50 mètres des parcelles aménageables pour les entreprises.

La société de vente de stores ATES-MHZ en profite depuis 2010. Raphaël Gangloff, son responsable informatique, n'y voit que des avantages : avec une meilleure stabilité de connexion et un téléchargement plus rapide. « *On paye à peu près la même chose que pour un abonnement ADSL, mais le raccordement a coûté 7000 euros. Heureusement, le prestataire a pris en charge la moitié de la facture* ».

Le prix varie beaucoup selon la taille de l'entreprise et le service dont elle veut bénéficier. Europe buro services, qui propose des bureaux haut de gamme à la location, a dû débourser 3000 euros pour ces mêmes travaux de raccordement. Pour elle, l'abonnement revient à 1969 euros par mois pour que l'ensemble des bureaux qu'elle loue aient une connexion de 20 Mo. Pour la gérante de la société, Éliane Mohr, « *c'était la condition sine qua none pour que je signe avec un nouveau client* ».

Ces deux entreprises restent des exceptions. Sur les 45 sociétés implantées dans la ZA THD, une quarantaine n'utilise pas le très haut débit. Une bonne partie d'entre elles ignorent même que le site offre cette possibilité. Mais l'obstacle majeur au raccordement des entreprises à la fibre optique reste le coût : il faut compter dans les 1000 euros pour un abonnement, hors prix du raccordement.



©Lucie Debiolles/Cuej

Les nouvelles applications numériques facilitent la vie des habitants de la CUS.

Les « alter-numériques »

Des férus d'informatiques profitent de l'ouverture de données pour créer des sites et des applications utiles au quotidien.

Benoît Deldicque a conçu Rengo, une application permettant de connaître en temps réel les horaires de tram.

© Aurélie Albert/Cuej

4000
C'est le nombre de téléchargements de l'application Rengo..

2009
C'est l'année de naissance de l'application Vélodispo, qui répertorie les vélos libres à Strasbourg.

Un réseau de geeks, de passionnés, d'engagés n'a pas attendu l'ouverture des données par la Ville pour créer des applications numériques. Bénévoles pour la très grande majorité, ces *«alter-numériques»* contribuent à faire de Strasbourg une ville connectée.

Benoît Deldicque est l'un d'eux. En matière d'accès aux données, open data pour les plus connectés, *« Strasbourg est à la traîne »* juge-t-il. En effet, l'initiative de la ville arrive trois ans après Rennes, première ville à avoir ouvert ses données, Nantes, Paris ou Lyon. Il regrette également que le site de la CUS ne soit pas participatif. *« Comme la ville a déjà développé ses propres applications, elle n'encourage pas spécialement les particuliers à prendre des initiatives. La Ville de Rennes, par exemple, pousse beaucoup plus à se servir de son open data »*, relève Benoît Deldicque.

Le jeune homme a créé sa première application gratuite, Vélodispo, en 2009 dans le cadre de son projet de fin d'études d'ingénieur. Celle-ci permet de consulter en temps réel la disponibilité des vélos dans Strasbourg. En 2012, Benoît Deldicque crée sa deuxième application gratuite, sur son temps libre, Rengo. A partir des données de la CUS, de la CTS, de la SNCF et de l'aéroport d'Entzheim, il permet aux utilisateurs de consulter en temps réel les horaires de trains, des bus, des trams, ainsi que ceux des avions. Les applications du jeune homme, qui ne touche pas d'argent sur ses projets, comptabilisent près de 10 000 téléchargements pour Vélodispo et 4000 pour Rengo.

Eduquer le regard

En matière de tourisme, les organismes des collectivités territoriales ne développent aucun projet spécifique pour la capitale régionale. L'application Archi-Strasbourg, initiative privée lancée par Fabien Romary, tente d'y remédier. Ingénieur de formation, il a tout d'abord lancé en 2008 un site collaboratif recensant les bâtiments de Strasbourg. Alimenté par douze contributeurs réguliers et cinq modérateurs, le site recense plus de 7000 bâtiments strasbourgeois. L'application a pu être mise en place en 2011, à la suite du concours Tango et Scan lancé par la CUS et remporté par ce passionné d'architecture. A la clef, une aide de 20 000 euros. Le site comptabilise désormais 1000 visiteurs/jours et 70 visiteurs uniques/jours sur l'application. Le créateur espère *« éduquer le regard »*, mais aussi fournir *« un support qui participerait à l'amélioration de la ville »*, car *« le site peut être consulté par des architectes ou des promoteurs »*.

Chacun dans son coin

Passionnés et engagés, ces *« alter-numériques »* forment un tissu disparate. Pour Aurore Lejosne-Bougaud, fondatrice de l'association Vendredi treize, qui promeut le développement du numérique auprès du public, il n'y a pas d'unité entre les projets et il est difficile de créer un véritable réseau organisé : *« Chacun est dans son coin, il y a peu d'échanges, on apprend parfois qu'il y a telle ou telle application qui a été réalisée, mais c'est tout. »* Cette archéologue de formation essaye d'animer des cercles de réflexions, baptisés Cultur&TIC, ouverts à tous pour sensibiliser les publics au numérique. Elle tente également de faire entrer le numérique au musée avec son projet Muséomix. Déjà expérimenté à Lyon et à Paris, Muséomix veut générer de nouvelles manières d'aborder les collections en incluant des éléments issus du numérique : tablettes, maquettes en 3D, ou projection interactive.

De son côté, Philippe Pittoli, avec son association Alsace réseau neutre, rêve de fonder un Fournisseur d'accès à internet (FAI) associatif. L'étudiant en informatique espère mettre en place un FAI qui respecterait la neutralité du net et ne dépendrait d'aucun grand fournisseur, à l'instar de ce qui existe déjà dans d'autres agglomérations françaises. *« Le réseau devrait normalement être disponible d'ici juin »*, précise Philippe Pittoli avant d'ajouter que le plus important reste *« ne pas brider le net et donner accès à un internet libre »*.